

## Ensoleillé, mais nuages à l'horizon

Par rapport à la dépression conjoncturelle que traverse l'Europe, la conjoncture en Suisse reste bonne. Mais face à la densité croissante de la réglementation et à la pression grandissante exercée par l'extérieur, notre pays n'est pas épargné par un risque de perturbations.

Selon le sondage d'automne mené par Roland Berger et economiesuisse, les cadres des entreprises suisses estiment que notre économie bénéficie actuellement de perspectives conjoncturelles largement positives. Dans le secteur chimique et pharmaceutique en particulier, la grande majorité des sondés tablent même sur une amélioration de la situation économique en 2014. Toutefois, les perspectives s'assombrissent considérablement à moyen et long terme, car la situation que connaissent les prestataires de services financiers menace aussi le reste de l'économie helvétique: la régulation toujours plus lourde de l'État, l'incertitude virulente qui plane sur l'économie mondiale, mais aussi la pression internationale croissante exercée sur la Suisse au niveau politique, inquiètent les personnes interrogées. Face à ce risque de perturbations, les investissements à long terme effectués dans les entreprises deviennent plus incertains.

La Suisse a donc intérêt à ne pas entraver encore plus l'économie ni à menacer l'emploi en s'ingérant dans la politique salariale des entreprises (initiative 1:12, initiative sur les salaires minimums) ou dans le recrutement de main-d'œuvre (initiative contre l'immigration de masse, initiative d'Ecopop). Le sondage montre en effet clairement que ce genre d'erreurs politiques peut avoir des conséquences désastreuses sur les entreprises créatrices de valeur. Dans l'intérêt de la prospérité de la Suisse, il faut à tout prix éviter d'ajouter de nouvelles couches de réglementation. Ou, en termes imagés: lorsque la tempête se lève, il faut renoncer à ouvrir les fenêtres.